

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

(C.C.P.)

**Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers
76 Boulevard Gambetta
CS 40 021
62 101 CALAIS CEDEX**

**Établi en application du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
et du CCAG Fournitures et Service courants, relatif à :**

Location courte et moyenne durée de matériel de collecte des déchets.

Procédure adaptée en application de l'article 27 du Décret relatif aux Marchés Publics.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Article 1 - Objet du contrat.....	3
Article 2 - Décomposition du contrat	3
2-1-Allotissement	3
2-2-Forme du contrat	3
Article 3 - Généralités	3
3-1-Pièces contractuelles.....	3
3-2-Protection de la main d'œuvre et clause sociale	3
3-3-Assurances	4
3-4-Autres obligations	4
Article 4 - Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations	5
4-1-Durée du contrat - Délai d'exécution	5
4-2-Exécution complémentaire	5
4-3-Pénalités de retard	5
Article 5 - Prix et règlement	5
5-1-Contenu des prix	5
5-2-Variation des prix.....	5
5-3-Modalités de règlement	6
5-4-Périodicité des paiements	7
5-5-Avance	7
Article 6 - Conditions d'exécution des prestations	8
6-1-Lieu d'exécution.....	8
6-2-Clauses techniques	8
Article 7 - Constatation de l'exécution et garantie	9
7-1-Vérifications	9
7-2-Admission	9
7-3-Garantie	9
Article 8 - Résiliation.....	9
Article 9 - Litiges et différends	9
Article 10 - Dérogations aux documents généraux	9

Article 1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières concernent les prestations suivantes :

Location courte et moyenne durée de matériel de collecte des déchets

Article 2 - Décomposition du contrat

2-1-Allotissement

Les prestations font l'objet d'un lot unique.

2-2-Forme du contrat

La consultation donnera lieu à un accord-cadre à bons de commande sans minimum de commande et avec un maximum de commande, en application de l'article 78 - I alinéa 3 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 dont les prestations seront susceptibles de varier de la manière suivante :

MONTANT MINIMUM DE COMMANDE PAR AN	MONTANT MAXIMUM DE COMMANDE PAR AN
0 € HT	69 500 € HT

La personne habilitée à signer les bons de commande est le représentant du pouvoir adjudicateur.

Les bons de commande pourront s'exécuter au plus tard jusqu'au délai indiqué sur le bon de commande.

Article 3 - Généralités

3-1-Pièces contractuelles

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- **l'acte d'engagement** et ses annexes éventuelles ; dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi
- **le présent Cahier des Clauses Particulières** dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009) ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- **le bordereau des prix unitaires** ;
- **les catalogues et tarifs**

3-2-Protection de la main d'œuvre et clause sociale

3-2-1-Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

3-3-Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

3-4-Autres obligations

3-4-1-Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article 134 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et à l'article 3.6 du CCAG FCS.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 51 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 32.1 du CCAG FCS).

Article 4 - Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations

4-1-Durée du contrat - Délai d'exécution

La durée de validité est fixée à 1 an à compter de la date de notification du marché, reconductible 2 fois 1 an pour une durée totale maximale de 3 ans.

Le délai d'exécution des prestations est fixé par le candidat dans son acte d'engagement.

4-2-Exécution complémentaire

4-2-1-Modification du contrat

Le marché prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément à l'article 139 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

4-3-Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, en cas de retard dans l'exécution des prestations, une pénalité égale à 1% du montant du bon de commande considéré par jour de retard sera appliquée.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG- FCS, il n'y a pas d'exonération des pénalités inférieures à 1 000 € HT.

En cas d'impossibilité de répondre à une demande de location dans un délai de 24h00, une pénalité de 100 € HT par jour supplémentaire de retard sera appliquée.

En cas de panne supérieure à 24h00, le prestataire est réputé mettre à disposition un véhicule aux caractéristiques équivalentes à la disposition de la collectivité. Si tel n'était pas le cas, une pénalité de 200 € HT sera appliquée par journée de retard.

Article 5 - Prix et règlement

5-1-Contenu des prix

Sans objet.

5-2-Variation des prix

Les prix du marché sont révisables à la date anniversaire de la notification par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) [0,15 + 0,85 \times IM(n)/IM(o)]$$

Dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé ;
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro.

Les index utilisés sont les suivants :

IM : matériel de chantier FNTP

Les index sont publiés Au Bulletin Officiel du Ministère en charge de l'Equipeement et au Moniteur des Travaux Publics.

Le calcul du coefficient de révision sera effectué à chaque date anniversaire sur la base du dernier indice connu au moment de la révision.

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

L'ajustement est basé sur la substitution des prix du bordereau des prix par de nouveaux tarifs ainsi calculés une fois par an à la date anniversaire du marché.

Toutefois, le changement de document de référence ne sera pris en compte que si les nouvelles références ont été dûment notifiées à la Communauté d'Agglomération par lettre recommandée avec accusé de réception postal ou contre récépissé dans un délai de **deux mois**, avant toute prise d'effet dudit ajustement. Toute demande reçue après cette date ne sera pas prise en compte,

5-3-Modalités de règlement

5-3-1-Régime des paiements

Les prestations font l'objet de paiements mensuels à terme échu, après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article 114 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016. Le caractère définitif des paiements interviendra au moment du solde du marché.

5-3-2-TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

5-3-3-Présentation des demandes de paiement

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- le nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les livraisons effectuées et les prestations exécutées ;
- la date de livraison ou d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou remis à jour et diminué des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 25.3 du CCAG FCS ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Les demandes de paiement seront adressées à l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers
Direction Générale des Ressources Financières
76 Boulevard Gambetta - CS 40 021
62101 CALAIS CEDEX

5-3-4-Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

5-3-5-Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article 183 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement.

5-3-6-Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article 183 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

5-4-Périodicité des paiements

Les paiements interviennent au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent.

Le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur une demande de paiement mensuelle établissant les prestations réalisées, le montant arrêté à la fin du mois précédent des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

5-5-Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Elle est versée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000,00 € hors taxes et d'un délai d'exécution supérieur à deux mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du bon de commande si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du bon de commande.

Le montant de l'avance est déterminé par application de l'article 110 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016. Elle est égale à 5,00% du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5,00% d'une somme égale à 12 fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues à l'article 111 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016. Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65,00% du montant TTC du marché.

L'avance ne pourra être versée qu'après constitution de la garantie à première demande à hauteur du montant de l'avance prévue à l'article 112 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016. Cette garantie à première demande pourra être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

L'avance sera remboursée en une seule fois lorsque le seuil de 65,00% est atteint.

Article 6 - Conditions d'exécution des prestations

6-1-Lieu d'exécution

Les prestations doivent être livrées aux points de livraison, aux jours et heures indiqués sur chaque bon de commande.

6-2-Clauses techniques

Les locations courte et moyenne durée de matériel prévues au titre du présent marché devront satisfaire aux conditions générales interprofessionnelles de location de matériel d'entreprise sans chauffeur.

Tous les matériels et accessoires devront, avant mise à disposition, avoir été testés, vérifiés, nettoyés et seront délivrés en état de bon fonctionnement, le plein fait et munis d'antigel.

Toute livraison sera effectuée au lieu et heure indiqués par la Communauté d'Agglomération ou le matériel pourra être retiré sur le site du contractant si toutefois sa situation géographique le permet.

S'il y a lieu, le matériel devra être accompagné de la documentation technique nécessaire à sa bonne utilisation et à son entretien.

Clauses particulières

Le présent marché concerne la location courte et moyenne durée de bennes à ordures ménagères :

Objet
Location d'un camion benne à ordures ménagères de 19 T avec lève-conteneurs simple peigne
Location d'un camion benne à ordures ménagères de 26 T avec lève-conteneurs simple peigne
Location d'un camion benne à ordures ménagères de 19 T avec lève-conteneurs double peigne
Location d'un camion benne à ordures ménagères de 26 T avec lève-conteneurs double peigne
Location d'un camion benne bicompartimentée de 26 T avec lève-conteneurs double peigne
Location d'un camion benne bicompartimentée de 26 T avec lève-conteneurs triple peigne

Le matériel devra répondre à toutes les exigences légales en matière de sécurité (NF 1501-1) liée à la collecte des ordures ménagères.

La collectivité sera en charge de l'entretien courant hebdomadaire (lavage complet, graissage et vérification diverses) ainsi que de la propreté des parties mobiles.

La maintenance préventive et corrective de la BOM seront à la charge du prestataire y compris les pièces d'usure comme les pneumatiques, etc...

En cas de panne supérieure à 24h00, le prestataire devra mettre à disposition une benne à ordures ménagères aux caractéristiques équivalente à la disposition de la collectivité.

Le prestataire présentera un contrat de location reprenant l'ensemble des obligations des deux parties et la limite de ses prestations. Ce contrat devra être conforme au cahier des charges de la collectivité.

Article 7 - Constatation de l'exécution et garantie

7-1-Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues aux articles 22 et 23 du CCAG FCS.

7-2-Admission

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG FCS.

7-3-Garantie

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG FCS, il n'est pas prévu de période de garantie.

Article 8 - Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article 51 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et selon les dispositions des articles 29 à 36 du CCAG FCS.

Article 9 - Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 37 du CCAG FCS. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

Article 10 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS par l'article 4.3 du CCP.

Dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS par l'article 4.3 du CCP.

Dérogation à l'article 28.1 du CCAG FCS par l'article 7.3 du CCP.